

jet qui pourrait être mis aux voix ou adopté par voie de consensus. Il y a une autre possibilité qui consisterait, comme l'a suggéré le représentant de l'Égypte lors de la présente séance, à constituer un groupe de travail auquel les différentes délégations soumettraient des propositions d'amendements au projet de programme. Il conviendrait que ledit groupe examine également les annexes mentionnées.

50. Mme Mohamed rappelle que le Nigéria a joué un rôle fondamental dans l'établissement du projet de programme pour la Décennie, et réaffirme que la politique du Gouvernement nigérian a toujours été d'appuyer toutes les mesures visant à éliminer la discrimination raciale, ainsi que ses conséquences.

51. Le Comité spécial de l'*apartheid* a suggéré entre autres choses, dans le rapport qu'il a présenté à l'Assemblée générale lors de la présente session (A/9022, par. 282), que, dans le cadre du programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme, et après consultation avec le Comité spécial, on organise un séminaire qui réunirait des dirigeants et des personnalités de diverses religions en vue d'examiner les moyens de promouvoir une action concertée contre l'*apartheid*. Le Comité spécial a également formulé une recommandation visant à demander au Secrétaire général et aux institutions spécialisées de bien vouloir lui apporter l'aide nécessaire pour établir et maintenir des contacts étroits avec des organisations d'étudiants, de jeunes, de femmes, de juristes et tous autres groupes, en vue de promouvoir une action concertée de solidarité avec le peuple opprimé d'Afrique du Sud. La délégation nigériane recommande ces suggestions à l'attention de la Commission.

52. Le PRÉSIDENT juge utile la proposition du représentant de l'Égypte visant à constituer un groupe de travail officieux dont le nombre des membres ne serait pas limité. S'il n'y a pas d'objections, il considérera que les membres de la Commission approuvent la création du groupe de travail mentionné.

Il en est ainsi décidé.

53. M. SCALABRE (France) signale que la France, quel que soit son respect du principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures des États qui s'obstinent dans des pratiques de discrimination raciale et d'*apartheid*, tient à affirmer une fois de plus son énergique réprobation de la ségrégation raciale et des doctrines qui l'inspirent. C'est donc sans réserve que la France a appuyé la résolution 2054 B (XX) qui porte création du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud destiné à apporter des secours aux victimes de l'*apartheid*. En France même, le 7 juillet 1972, le Parlement a voté une loi spéciale pour réprimer les manifestations de racisme. Cette loi sera appliquée dans toute sa rigueur.

54. En ce qui concerne la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, la délégation française a voté pour la résolution 2919 (XXVII), dans laquelle l'Assemblée générale a décidé de proclamer la Décennie, qui serait lancée le 10 décembre 1973. Dans l'ensemble, la délégation française a approuvé le projet de programme pour la Décennie. Cependant, comme la représentante de l'Iran, elle estime que la réunion d'une conférence mondiale sur la lutte contre le racisme et la discrimination raciale n'est pas absolument opportune. La Commission des droits de l'homme, le Conseil économique et social et l'Assemblée générale sont des organes suffisamment représentatifs au sein desquels sont examinées chaque année les questions relatives à la discrimination raciale, à l'*apartheid*, à la décolonisation et aux droits de l'homme. De ce fait, M. Scalabre ne pense pas qu'une telle conférence permette d'obtenir de meilleurs résultats. En outre, il ne faut pas négliger les incidences financières qu'entraînerait une telle manifestation.

55. Le PRÉSIDENT suggère puisqu'il n'y a plus d'orateurs inscrits et qu'il n'est pas encore 18 heures que le groupe de travail officieux, de composition non restreinte, se réunisse ce même après-midi.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 17 h 5.

1982^e séance

Lundi 1^{er} octobre 1973, à 10 h 50.

Président : M. Yahya MAHMASSANI (Liban).

A/C.3/SR.1982

POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR

Élimination de toutes les formes de discrimination raciale (suite) [A/9003, chap. XXIII, sect. A.1 et A.2, et chap. XXX, sect. B; A/9094 et Add.1, A/9095, A/9139, A/9177, A/C.3/L.1995] :

a) **Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (suite)** [A/9093, chap. XXIII, sect. A.1, et chap. XXX, sect. B; A/9094 et Add.1, A/9177, A/C.3/L.1995]

DISCUSSION GÉNÉRALE (suite)

1. M. KHMIL (République socialiste soviétique d'Ukraine) dit que sa délégation appuie chaleureuse-

ment l'idée de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et appuie en principe le projet de programme pour la Décennie (A/9094, annexe I). Ce faisant, elle se fonde sur le principe de l'internationalisme, de l'égalité des droits et de l'amitié entre les peuples qui est à la base même du socialisme, de la vie nationale et de la politique extérieure des pays socialistes. Fidèle à ce principe, la République socialiste soviétique d'Ukraine est résolument opposée, comme elle l'a toujours été, à toutes les formes de discrimination, particulièrement la discrimination raciale, qui est une des formes les plus honteuses de violation des droits et de la dignité de l'homme. La délégation ukrainienne estime que l'effort massif prévu dans le projet de programme contribuera à l'éradication de la discrimination raciale.

2. Néanmoins, la délégation ukrainienne souhaite faire certaines observations qui, s'il en est tenu compte, contribueront à faire du programme un instrument plus efficace de mobilisation. Elle estime elle aussi que le paragraphe 5 du programme n'est pas satisfaisant; ce paragraphe ne correspond ni aux efforts déployés par le passé pour combattre le racisme et la discrimination raciale ni aux objectifs du document qui vise à intensifier ces efforts. L'idée exprimée dans ce paragraphe correspond davantage à l'impression que les racistes, les colonialistes et leurs partenaires cherchent à propager : les racistes sud-africains et les colonialistes portugais mènent depuis des années une campagne de propagande inlassable pour faire croire que la communauté internationale perd confiance et que le rôle de l'Organisation des Nations Unies ne cesse de diminuer. Cette propagande vise manifestement à semer le doute quant à la possibilité de renverser les régimes colonialistes et racistes d'Afrique australe et d'éliminer la discrimination raciale. Toutefois, rien dans les événements ne confirme la validité de cette propagande ou de ses chances de succès. Au contraire, il semble bien que les peuples sont de plus en plus persuadés de la justesse de la cause de l'élimination de la discrimination raciale. On peut trouver une indication de cette attitude dans la composition actuelle de l'Organisation des Nations Unies : l'afflux de nouveaux Etats a modifié les attitudes existantes sur le racisme et la discrimination raciale; le front sur lequel la lutte était menée, et qui précédemment se bornait aux Etats socialistes et à quelques autres, a été élargi et on a pu constater un changement dans le climat des débats et la nature des décisions prises. Le nouvel alignement des forces au début des années 60 a abouti à l'adoption de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, puis du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. En outre, un projet de convention sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid* (A/9095, annexe) a été préparé et sera, on l'espère, adopté par l'Assemblée générale d'ici le début de la Décennie. Par ailleurs, on assiste à un regroupement des forces au niveau international, régional et national en vue de l'application des décisions des Nations Unies concernant le racisme, l'*apartheid* et le colonialisme. Une impulsion a été donnée à ces efforts en 1971, Année internationale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, et l'Assemblée générale, dans sa résolution 2784 (XXVI), a proclamé que 1971 devait être considérée comme la première année d'une ère de lutte croissante contre toutes les formes et manifestations de discrimination raciale et viser à promouvoir la solidarité internationale avec tous ceux qui luttent contre le racisme.

3. Constatant la survivance des régimes racistes en Afrique australe, l'aide dont ils continuent à bénéficier de la part de l'impérialisme international et le fait qu'un certain nombre d'autres pays continuent à pratiquer la discrimination raciale, la communauté internationale s'inquiète de plus en plus vivement du sort des peuples victimes de l'exploitation impérialiste et de la discrimination raciale, et de l'avenir de la paix et de la sécurité internationales. Toutefois, ce sentiment d'inquiétude n'est pas un sentiment de frustration et de déception.

L'humanité ne peut rester indifférente à des crimes tels que le massacre commis dans le village de Viriama au Mozambique ou les coups de feu tirés sur les mineurs de Carletonville en Afrique du Sud, mais, comme le monde le sait bien, c'est par désespoir que les racistes et les colonialistes commettent ces actes honteux; la seule conclusion à en tirer est qu'il faut intensifier la lutte contre le racisme et la discrimination raciale.

4. Les régimes racistes d'Afrique australe sont les sources les plus néfastes de racisme dans le monde actuel, et la communauté internationale doit aux peuples opprimés par ces régimes de les éliminer et de faire en sorte que tous les peuples jouissent des mêmes droits et des mêmes libertés. A ce propos, la mise en œuvre des résolutions des Nations Unies concernant la rupture de toutes les relations avec les racistes sud-africains et l'embargo sur leur approvisionnement en armes et en matériel militaire a une importance cruciale. Nul n'ignore qu'un grand nombre d'Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, y compris ceux dont la coopération est décisive pour l'existence des régimes racistes, ne tiennent aucunement compte de ces résolutions. D'après des renseignements soumis au Comité spécial de l'*apartheid*, 24 Etats Membres de l'ONU maintiennent une représentation diplomatique et sept autres une représentation consulaire en Afrique du Sud. Dans la plupart de ces pays, l'Afrique du Sud a une représentation commerciale et des bureaux d'information, et dans nombre d'entre eux, des offices de tourisme et de l'immigration. Les pays occidentaux aident l'Afrique du Sud à accroître son potentiel militaire. Ils continuent à approvisionner ce régime en armes et en matériel, à coopérer avec lui à la mise au point de nouveaux types d'armement pour la formation de personnel militaire et à participer à des manœuvres militaires avec lui.

5. Entre 1962, année où l'Organisation des Nations Unies a demandé la cessation des échanges commerciaux avec l'Afrique du Sud, et 1972, les importations de l'Afrique du Sud ont augmenté de 184 p. 100 et ses exportations de 133 p. 100. En 1972, 72,5 p. 100 de ses échanges commerciaux ont eu lieu avec 10 pays capitalistes développés qui sont ses principaux partenaires commerciaux. Bien que l'Assemblée générale ait condamné les activités des capitaux étrangers en Afrique du Sud et ait demandé la cessation de ces activités, les investissements de capitaux étrangers se poursuivent et augmentent même. D'après le *Times* de Londres en date du 15 mars 1973, 70 p. 100 des capitaux directement investis en Afrique du Sud en 1970 venaient de l'étranger. Actuellement, des centaines d'entreprises industrielles et de banques du Royaume-Uni, des Etats-Unis, de la République fédérale d'Allemagne, du Japon et de certains autres pays opèrent en Afrique australe.

6. Dans ces conditions, il est extrêmement important d'incorporer dans le programme pour la Décennie une déclaration prévoyant que les organes compétents des Nations Unies premièrement doivent demander aux Etats Membres d'appliquer les sanctions contre les régimes racistes et deuxièmement doivent condamner les activités des intérêts étrangers, économiques, financiers et autres qui freinent la décolonisation et le renversement des régimes racistes et doivent demander qu'il soit mis fin à ces activités. Ces dispositions devraient faire l'objet d'un alinéa distinct du

paragraphe 2. Dans la section du programme concernant les mesures de base à prendre au niveau national, régional et international, il faudrait mentionner expressément la nécessité d'adopter un plus grand nombre de mesures précises pour veiller à ce que tous les Etats Membres respectent les décisions et sanctions adoptées par l'Organisation des Nations Unies contre les régimes racistes et à ce que les sociétés et banques étrangères cessent leurs activités qui entravent l'élimination de l'*apartheid*, du racisme et du colonialisme.

7. Les propositions de la délégation ukrainienne peuvent sembler excessivement détaillées, eu égard aux dispositions qui figurent déjà dans les paragraphes 2, c, 12, a, i, et 13, d, du projet de programme. Toutefois, s'il est vrai que ces points n'appellent peut-être pas une rédaction ainsi détaillée quand il s'agit de ceux qui participent directement aux activités de l'Organisation des Nations Unies concernant l'*apartheid* et d'autres formes de discrimination raciale, ils sont loin d'être suffisants dans un programme visant à mobiliser l'opinion sur une grande échelle en faveur des décisions des Nations Unies sur ces questions. A ce propos, il y a lieu de noter que la Commission des droits de l'homme, lorsqu'elle a adopté sa résolution 1 (XXVIII)¹ qui avait trait à la préparation du projet de programme, a mentionné, outre ce qui précède, la nécessité d'examiner des moyens d'assurer l'isolement international et régional total des régimes racistes.

8. Une trop grande place est faite dans le projet de programme à des mesures telles que la réunion de conférences et de séminaires internationaux et régionaux, la mise à jour et l'approfondissement d'études et de recherches existantes et le lancement d'autres recherches et études. La délégation ukrainienne n'a pas d'objections de principe à ces mesures mais elle estime que leur adoption risque de peser sur les ressources financières de l'Organisation alors que leur utilité réelle est douteuse. L'expérience passée a prouvé que ces conférences et ces recherches aboutissent à des discussions académiques sur la notion de race, de préjugés raciaux et de discrimination raciale, alors que l'élimination de l'*apartheid* et de la discrimination raciale nécessite la mobilisation massive de l'opinion publique mondiale; l'Organisation des Nations Unies devrait donc concentrer ses efforts sur des mesures précises propres à donner de tels résultats. La lutte contre le racisme et la discrimination raciale dans la Décennie à venir doit cesser d'être axée sur des discussions académiques concernant la discrimination raciale pour se concentrer sur l'éradication de ses causes et les moyens de neutraliser ceux qui la propagent.

9. Dans les pays qui la pratiquent, la discrimination raciale est interprétée comme intrinsèque à la nature humaine et par conséquent comme existant sous une forme ou sous une autre dans le monde entier. Cette interprétation se retrouve même dans certaines études effectuées aux Nations Unies. La délégation ukrainienne repousse d'emblée de telles interprétations. Elle est convaincue que la discrimination raciale est le fruit de l'exploitation sociale et économique dont la disparition se traduit par une disparition concomitante des causes de cette discrimination. Sa conviction est

renforcée par l'expérience de la République socialiste soviétique d'Ukraine et d'autres pays socialistes où l'élimination de l'exploitation de l'homme par l'homme s'est accompagnée de la disparition des conflits fondés sur la race ou la nationalité et par l'établissement de relations et d'une coopération amicales entre les peuples de toutes les nationalités et de toutes les races. Le cinquantième anniversaire de la fondation de l'URSS, dont le représentant de l'URSS a traité en détail lors de la séance précédente, a constitué une manifestation frappante de cet état de choses. Les chercheurs devraient donc s'attacher aux relations raciales et nationales dans le cadre de divers systèmes sociaux tant dans les sociétés socialistes que dans les sociétés capitalistes.

10. La délégation ukrainienne souscrit entièrement à l'attitude des délégations qui s'opposent à la création d'un comité spécial chargé des tâches de coordination, d'examen et d'évaluation. Le programme tend à l'accomplissement d'une tâche capitale et comprend une vaste gamme d'activités; le transfert des fonctions de coordination et d'évaluation à un organe temporaire doté de possibilités limitées restreindrait sa valeur. Le contrôle doit être exercé directement par un organe représentatif, compétent et influent des Nations Unies qui, pour la délégation ukrainienne, devrait être le Conseil économique et social.

11. Les observations que M. Khmil vient de faire témoignent d'un désir sincère de la part de la République socialiste soviétique d'Ukraine de coopérer à l'élimination rapide et totale de l'*apartheid*, du racisme et de la discrimination raciale et M. Khmil espère qu'il en sera dûment tenu compte.

12. M. BOOTHE (Jamaïque) dit que l'UNESCO, le Conseil économique et social, la Commission des droits de l'homme, la Division des droits de l'homme du Secrétariat et les organisations non gouvernementales intéressées méritent tous d'être félicités pour la contribution qu'ils ont apportée à la préparation du projet de programme (A/9094, annexe D).

13. Cependant, il convient de veiller particulièrement à ce que la Décennie ne soit pas une entreprise chimérique et ne devienne pas un pâle reflet des objectifs visés, comme tant d'autres décennies proclamées à grand fracas. Cette mise en garde ne traduit pas un manque d'enthousiasme pour la Décennie de la part de la Jamaïque. Elle montre simplement que la Jamaïque reconnaît les grandes difficultés à surmonter pour trouver les moyens d'exécuter le programme.

14. Dans le discours qu'il a prononcé à la quatrième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non-alignés qui s'est tenue à Alger en septembre 1973, le Premier Ministre de la Jamaïque a déclaré que la solution de tous les problèmes humains demandait une volonté politique. Dans le contexte du programme, les questions de volonté politique et de volonté financière préoccupent particulièrement la délégation jamaïque. Le Gouvernement et le peuple jamaïcains sont convaincus que la discrimination raciale est un fléau, quels que soient les critères sur lesquels on se fonde; l'attitude d'opposition déterminée de la Jamaïque à l'égard du racisme et de la discrimination raciale est notoirement connue de par le monde, et les annales de l'ONU en portent témoignage. Ils ont déjà beaucoup fait et sont prêts à prendre toutes autres mesures nécessaires sur le plan de l'action internationale.

¹ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-deuxième session, supplément No 7, chap. XIII.

Compte tenu des observations faites par certains Etats dans d'autres organes des Nations Unies, la délégation jamaïcaine ne peut que se demander si la bonne volonté et la volonté politique des Etats Membres à l'égard du programme suffiront à assurer le succès de la première de ce qui sera, il faut l'espérer, une série de décennies de lutte contre la discrimination raciale.

15. La délégation jamaïcaine est d'avis que la Commission devrait procéder à un examen détaillé du programme, mais que la tâche qui lui incombe dans le cadre de l'alinéa *a* du point 53 n'est pas de s'élever contre la discrimination raciale; elle aura l'occasion de le faire lorsqu'elle examinera les alinéas *b*, *c* et *d* du point 53. La délégation jamaïcaine estime que la tâche de la Commission doit consister à examiner attentivement le programme et à recommander à l'Assemblée générale de l'adopter.

16. De toute évidence, les principaux éléments du projet de programme sont en premier lieu l'information, en second lieu l'action coordonnée et en troisième lieu l'assistance. En ce qui concerne l'information, la délégation jamaïcaine attache la plus grande importance au paragraphe 15 relatif aux recherches et études, et au paragraphe 16 concernant l'éducation, la formation et l'information, qui, à son avis, sont au cœur même du programme. Elle estime également que l'UNESCO et les organisations non gouvernementales ont un rôle vital à jouer dans la planification et l'exécution des programmes pour la Décennie. La délégation jamaïcaine attend avec intérêt la présentation du programme d'action de l'UNESCO en matière de recherche, de formation, d'information et d'action normative. En outre, la délégation jamaïcaine espère que tant dans la conception des plans de la Décennie que dans les mesures prises pour leur exécution, les Etats feront preuve d'une volonté politique suffisante pour faciliter une étude sincère de la situation sur leur propre territoire, afin de s'assurer qu'aucun facteur ne contribue à leur insu à la perpétuation du racisme et de la discrimination raciale.

17. La délégation jamaïcaine appuie les mesures de politique nationale proposées au paragraphe 12 du programme et est heureuse d'informer la Commission que la plupart de ces mesures sont déjà appliquées à la Jamaïque.

18. En ce qui concerne le paragraphe 13, la délégation jamaïcaine appuie en principe la proposition tendant à réunir une conférence internationale du type de la Conférence internationale des droits de l'homme qui s'est tenue à Téhéran en 1968 et qui a eu un grand succès. La délégation jamaïcaine croit qu'une telle conférence serait un des points marquants de la Décennie et attirerait l'attention du monde entier. Elle approuve le principe d'une telle conférence et est disposée à participer à une évaluation attentive de cette proposition.

19. La seule mesure de politique internationale proposée au paragraphe 13 que la délégation jamaïcaine ait quelque difficulté à accepter est celle visée à l'alinéa *g*. Les réserves de la délégation jamaïcaine sont fondées sur le fait que l'adoption de nouveaux instruments internationaux sur la discrimination raciale et le crime d'*apartheid* représente l'exercice d'une volonté politique; on ne peut forcer un Etat à adopter ou à appliquer de telles mesures. Comme il est indiqué dans le programme, il importe essentiel-

lement, au cours de la Décennie, de prévoir les moyens d'action nécessaires pour que les résolutions et les instruments existants soient appliqués et respectés. Il ne sert à rien de continuer d'adopter de tels instruments si l'on ne peut assurer que tous ceux qui existent déjà seront appliqués. Cependant, le représentant de la Jamaïque fait une exception en ce qui concerne la préparation du projet de convention sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid* (A/9095, annexe), à l'élaboration duquel on a déjà beaucoup travaillé, et qui constitue un cas spécial.

20. Parlant de la question de la coordination, de l'examen et de l'évaluation visée au paragraphe 18 du programme, le représentant de la Jamaïque fait observer que les discussions qui ont eu lieu à la Commission des droits de l'homme et au Conseil économique et social ont permis de dégager trois possibilités : cette tâche peut être confiée au Conseil économique et social, à la Commission des droits de l'homme ou à un comité créé spécialement. La délégation jamaïcaine reconnaît pleinement la primauté du Conseil économique et social pour ces questions. Cependant, il faut tenir compte du fait que le Conseil a été récemment chargé de tâches nouvelles concernant la Stratégie internationale du développement et l'examen de la Stratégie. De l'avis de M. Boothe, le Conseil a eu tendance, peut-être inconsciemment, à s'intéresser davantage au cours de son histoire aux questions économiques qu'aux questions sociales. La proposition tendant à créer un comité spécial n'est donc pas sans intérêt et mériterait d'être étudiée plus avant.

21. Cependant, le représentant de la Jamaïque appuie la proposition énoncée à l'alinéa *f* du paragraphe 18 et tendant à ce que le comité spécial serve de comité préparatoire à la conférence mondiale. Le Conseil économique et social ne pourrait pas se charger de cette tâche, même s'il était prêt à se charger de l'examen et de l'évaluation, ce qui est extrêmement douteux, étant donné son programme de travail. De bonnes raisons militent donc pour la création d'un comité spécial.

22. En ce qui concerne la question des ressources financières, le représentant de la Jamaïque appelle l'attention sur le paragraphe 8 de la note du Secrétaire général (A/C.3/L.1995) relative aux incidences administratives et financières du projet de programme, dans lequel il est indiqué que son exécution entraînera un surcroît de travail pour la Division des droits de l'homme. Le représentant de la Jamaïque voudrait opposer cette affirmation à l'avis exprimé par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans son premier rapport sur le projet de budget-programme pour la période biennale 1974-1975, selon lequel la Division peut certainement effectuer les travaux relatifs à la Décennie proposée sans avoir besoin de postes supplémentaires, en utilisant les services des fonctionnaires en poste². Il y a donc avant même le lancement de la Décennie une divergence évidente d'opinion quant aux ressources disponibles.

23. Aux paragraphes 9 et 10 de sa note, le Secrétaire général indique qu'il faudra étoffer progressivement les effectifs de la Division si l'on veut qu'elle puisse exécuter le programme et qu'il ne peut "que confirmer le montant des crédits indiqués à la Commission des droits de l'homme, puis au Conseil économique et so-

² Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément No 8, par. 20.14.

cial lors de sa cinquante-quatrième session". La délégation jamaïcaine est profondément préoccupée de voir qu'au moment où les Nations Unies sont sur le point de lancer la Décennie, elles éprouvent des difficultés à trouver le personnel nécessaire pour assurer son succès et M. Boothe invite toutes les délégations à examiner cette question de très près.

24. En conclusion, le représentant de la Jamaïque pense qu'il importe au plus haut point que le projet de programme comporte une définition de la discrimination raciale, et appuie la suggestion selon laquelle il faudrait utiliser celle qui figure à l'article premier de la Convention internationale sur l'élimination de toute les formes de discrimination raciale.

25. Mme GEORGE (Trinité-et-Tobago) dit que le projet de programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale a déjà fait l'objet d'une acceptation de principe, les organes pertinents des Nations Unies auxquels il a été soumis pour examen l'ayant déjà approuvé. La délégation de la Trinité-et-Tobago a appuyé la résolution 2919 (XXVII) par laquelle l'Assemblée générale décidait de lancer la Décennie le 10 décembre 1973. La Décennie laisse présager une intensification de l'intérêt porté à ces questions et un redoublement d'activité qui aboutiront à d'importantes transformations sociales et finalement à l'élimination totale du racisme et de la discrimination raciale.

26. La délégation de la Trinité-et-Tobago a constaté qu'à l'alinéa b du paragraphe 12 du projet de programme ainsi qu'au paragraphe 4 du projet de recommandation du Comité chargé des organisations non gouvernementales (A/9094, annexe II), l'accent est bien mis sur les cours à dispenser aux jeunes dans le domaine des droits de l'homme et sur les méfaits du racisme et de la discrimination raciale, mais que rien n'est prévu pour l'éducation des adultes. Un programme intensif d'éducation des adultes dans le domaine des droits de l'homme doit être établi parallèlement au programme d'éducation prévu pour les jeunes durant la Décennie, car l'attitude des adultes est déterminante en la matière. La participation des adultes à cette éducation devrait être assurée au moyen d'une action gouvernementale directe ou indirecte.

27. La délégation de la Trinité-et-Tobago ne peut accepter la proposition faite par le représentant des Philippines à la 1980ème séance et tendant à supprimer au paragraphe 1 du projet de programme l'allusion à l'égalité des droits des hommes et des femmes. Le représentant des Philippines a fait valoir que la discrimination fondée sur le sexe n'avait aucun rapport avec la discrimination raciale, les femmes n'appartenant pas à une race différente. Cela est tout à fait exact, mais les jeunes non plus. La délégation de la Trinité-et-Tobago estime que toute manifestation de discrimination a des conséquences sur le plan de l'intolérance raciale; toute tentative de solution du problème doit donc tenir compte de toutes les formes de discrimination.

28. A cet égard, la délégation de la Trinité-et-Tobago propose formellement que la participation des femmes au programme de la Décennie soit examinée spécialement, compte tenu du programme prévu pour l'Année internationale de la femme (1975), et que les activités proposées pour la célébration de cette Année soient coordonnées avec les activités de la Décennie,

étant donné que l'élimination du racisme et de la discrimination raciale fait partie intégrante de la croisade entreprise par les femmes pour être reconnues les égales des hommes.

29. Il existe un lien manifeste entre l'inégalité des femmes et l'éducation des jeunes, étant donné que ceux-ci s'inspirent, pour régler leur propre comportement social, des rapports entre les hommes et les femmes qu'ils observent dans la société à laquelle ils appartiennent. Ce problème doit donc faire l'objet d'une attention particulière dans le cadre des études et enquêtes envisagées au paragraphe 15 du projet de programme.

30. En ce qui concerne le paragraphe 1 des suggestions faites par le Comité des droits de l'homme des organisations non gouvernementales (*ibid.*, annexe III) selon lequel la définition du racisme et de la discrimination raciale, aux fins de l'ensemble du programme, devrait être fondée sur la définition de la discrimination raciale telle qu'elle figure dans l'article premier de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la délégation de la Trinité-et-Tobago estime que la conception plus large et plus souple dont témoigne le projet de programme favorisera la réalisation des objectifs visés sur une base plus solide. Elle n'acceptera donc aucune définition qui limiterait la portée du programme.

31. D'autre part, la délégation de la Trinité-et-Tobago se félicite du désir de coopérer et de participer à l'application du programme manifesté par les organisations non gouvernementales et elle appuie sans réserve le paragraphe 5 des suggestions (*ibid.*) ainsi que le paragraphe 10 des recommandations faites par le Comité chargé des organisations non gouvernementales (*ibid.*, annexe II).

32. Le succès du programme dépendra en grande partie du mécanisme mis en place pour son application. A cet égard, la délégation de la Trinité-et-Tobago estime que le Comité social du Conseil économique et social devrait être chargé d'évaluer et de coordonner toutes les activités entreprises au cours de la Décennie.

33. La délégation de la Trinité-et-Tobago ne peut accepter la proposition de la République socialiste soviétique d'Ukraine et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques figurant dans le document A/9094/Add.1, selon laquelle il faudrait supprimer le paragraphe 5 du projet de programme. Il est vrai que les dispositions de ce paragraphe sont quelque peu ambiguës, mais il ne peut y avoir d'action positive à long terme si l'on se refuse à reconnaître l'existence de certaines attitudes de fait.

34. M. COSTA COUTO (Brésil) dit que les problèmes du racisme et de la discrimination raciale, qui figurent malheureusement chaque année à l'ordre du jour de la Commission, méritent la haute priorité qui leur est accordée. La délégation brésilienne a souvent souligné à quel point ce sujet lui tenait à cœur, en évoquant les origines historiques du Brésil, le caractère multiracial de la société brésilienne et l'absence de préjugés raciaux à l'intérieur du pays. L'intégration raciale est si réelle et si naturelle au Brésil qu'aucun Brésilien ne pourrait admettre, voire comprendre, la discrimination dont aurait à pâtir un être humain du fait de la couleur de sa peau.

35. Aux termes de la Constitution brésilienne, tous les individus sont égaux devant la loi sans qu'il puisse y avoir de distinction fondée sur le sexe, la race, l'emploi, la confession ou les convictions politiques. Les préjugés raciaux sont punis par la loi. Des mesures ont également été prises pour informer davantage les jeunes et même les enfants des questions relatives aux droits de l'homme, à l'égalité de tous les êtres humains et aux méfaits de la discrimination raciale.

36. Dans le domaine international, le Brésil, qui est membre fondateur de l'Organisation des Nations Unies, a pris une part active à la lutte que l'Organisation mène contre le racisme et il a joué un rôle important dans la rédaction de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. La délégation brésilienne a appuyé la création du Comité spécial de l'*apartheid* et du Conseil des Nations Unies pour la Namibie. Le Brésil appuie et applique sans réserve la résolution 282 (1970) du Conseil de sécurité imposant un embargo général sur tous les envois d'armes à l'Afrique du sud.

37. La délégation brésilienne a approuvé et appuyé le programme destiné à commémorer le vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme et les initiatives tendant à l'adoption du projet de programme relatif à la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. C'est pourquoi elle a voté pour les résolutions 2784 (XXVI), 2906 (XXVII) et 2919 (XXVII) de l'Assemblée générale.

38. N'ayant pas eu le temps, à la cinquante-quatrième session du Conseil économique et social, d'examiner le projet de programme dont la Commission est actuellement saisie, la délégation brésilienne s'est abstenue de participer au débat et au vote auxquels le projet a donné lieu. M. Costa Couto fait observer que si le Conseil avait eu le temps d'apporter des améliorations au projet — dont la délégation brésilienne appuie entièrement les objectifs — les objections formulées sur de nombreux points par les orateurs qui l'ont précédé auraient probablement été sans objet.

39. Lors de la 1980^{ème} séance, le représentant des Philippines a reproché au projet de programme de soulever des questions qui n'ont rien à voir avec la discrimination raciale à proprement parler. C'est le cas au paragraphe 1 du projet de programme, où il est question de "l'égalité des droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites". M. Costa Couto ne pense pas qu'il soit nécessaire de reproduire des passages du Préambule de la Charte dans le paragraphe 1, puisque le programme devrait être direct, pragmatique, et axé sur l'adoption de mesures concrètes. Le représentant du Brésil estime que les divers types de discrimination mentionnés aux paragraphes 3, 8, 10 et 15 n'ont rien à voir avec le problème à l'étude et qu'on devrait supprimer la mention qui en est faite, si l'on ne veut pas que le programme perde de son effet, ni que les ressources limitées de l'Organisation des Nations Unies soient gaspillées pour des activités déjà menées au titre d'autres programmes. La préparation d'études du genre de celle qui est proposée à la rubrique v de l'alinéa d du paragraphe 15 en est un exemple frappant. Des études aussi ambitieuses accaparaient une telle proportion des ressources humaines et autres du Secrétariat que le fonctionnement de ce dernier risquerait d'en être sérieusement perturbé. Le projet de

programme demande également une augmentation substantielle du budget des départements intéressés du Secrétariat, qui semble totalement dépourvue de réalisme étant donné les difficultés financières que l'Organisation des Nations Unies connaît actuellement.

40. Au paragraphe 13, il est dit qu'un des thèmes principaux de la conférence internationale envisagée sur la lutte contre le racisme et la discrimination raciale devrait être l'adoption de moyens permettant d'assurer l'adhésion aux instruments relatifs aux droits de l'homme, leur ratification et leur application. Encore une fois, cette proposition n'est pas réaliste étant donné le grand nombre des instruments en question.

41. La délégation brésilienne appuie la proposition du Comité des droits de l'homme des organisations non gouvernementales tendant à adopter, pour l'ensemble du programme, la définition de la discrimination raciale qui est donnée au paragraphe 1 de l'article premier de la Convention internationale. La délégation brésilienne appuie également la proposition tendant à faire participer davantage les organisations non gouvernementales à la lutte contre le racisme.

42. C'est dans l'esprit des alinéas a et b du paragraphe 6 que la délégation brésilienne interprète l'alinéa d du paragraphe 2 du projet de programme; en d'autres termes, la lutte contre le racisme devrait être menée dans le profond respect des buts et principes de la Charte.

43. La délégation brésilienne est favorable à la réunion d'une conférence mondiale qui constituerait un des points culminants de la Décennie; elle n'a pas d'idée arrêtée sur la date d'une telle conférence, mais elle préférerait qu'elle ait lieu vers le milieu de la Décennie. La Commission devrait s'efforcer de parvenir à un consensus sur la date de la conférence.

44. L'alinéa g du paragraphe 13 du projet de programme mérite un examen attentif. Les dispositions qu'il contient semblent constituer un chèque en blanc pour l'adoption de nouveaux instruments internationaux. Or, chaque instrument doit être examiné séparément. Par exemple, si la délégation brésilienne appuie les objectifs du projet de convention sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid* (A/9095, annexe), elle estime toutefois que certains articles demandent à être pesés avec prudence du point de vue du droit international et de la souveraineté des Etats. La délégation brésilienne estime donc qu'il est prématuré de parler du crime d'*apartheid* au point vii de l'alinéa d du paragraphe 15.

45. Au sujet des ressources financières, la délégation brésilienne a appuyé la création des fonds déjà existants et elle contribue régulièrement à l'un d'eux. Tous ces fonds sont destinés à la lutte contre le racisme en Afrique australe, et leur seul défaut est l'insuffisance des ressources dont ils disposent. La création d'un autre fonds ne ferait qu'intensifier la rivalité pour des ressources qui sont déjà limitées. C'est pourquoi il semblerait préférable à M. Costa Couto, plutôt que de créer un nouveau fonds, de lancer une campagne destinée à encourager les Etats Membres à augmenter le montant de leurs versements aux fonds existants.

46. La délégation brésilienne s'inquiète beaucoup du fait que le paragraphe 18 exclut le Conseil économique et social des activités du programme. Le Conseil est un des principaux organes de l'Organisation des Nations

Unies et c'est précisément pour traiter des questions économiques et sociales qu'il a été créé. Maintenant que sa composition a été élargie et son mandat renforcé, la délégation brésilienne ne peut accepter qu'on exclue de sa compétence un domaine aussi fondamental que celui qui fait l'objet du présent débat.

47. La création du comité spécial proposé au paragraphe 18 du projet de programme, présente un certain nombre d'inconvénients. Sans parler de ses incidences financières et des incidences qu'elle aurait sur le calendrier déjà surchargé des réunions des organes des Nations Unies, il faut tenir compte du risque de chevauchement avec les travaux de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités et avec ceux de la Commission des droits de l'homme, ainsi que de la masse de travail supplémentaire que cela représenterait pour le personnel spécialisé des Etats Membres, dont les effectifs sont déjà insuffisants, et pour le Secrétariat.

48. M. ACEMAH (Ouganda) rappelle que sa délégation attache la plus grande importance à la question examinée car l'Afrique, plus que tout autre continent, a longtemps souffert des méfaits du racisme et de la discrimination raciale. Dans leur propre pays, les populations africaines ont été opprimées, exploitées, torturées et traitées comme des citoyens de rang inférieur par l'étranger. Or, ces faits sont toujours la réalité quotidienne en Afrique australe.

49. La position du Gouvernement ougandais sur la question du racisme et de la discrimination raciale est notoire et sans équivoque. A l'ONU comme devant les autres instances internationales, l'Ouganda a régulièrement condamné le racisme et la discrimination raciale sous toutes leurs formes et où qu'ils existent. L'Ouganda a également appuyé toutes les mesures prises par l'Organisation des Nations Unies pour éliminer ces fléaux. Cependant, il est affligé de constater que certains pays et en particulier l'Afrique du Sud, le Portugal et la Rhodésie ont régulièrement fait fi de la Charte des Nations Unies, de l'opinion mondiale et du droit international et ont ignoré les décisions et les résolutions de l'Organisation des Nations Unies ayant trait à ces questions. Ces régimes racistes ne font que se leurrer s'ils pensent qu'ils pourront réprimer à jamais les aspirations à l'autodétermination, l'égalité entre les hommes et la justice.

50. Le Gouvernement ougandais a également condamné tous les pays qui ont directement ou indirectement encouragé les régimes racistes dans les crimes qu'ils ont perpétrés contre l'humanité et l'Ouganda continue de les presser de cesser d'accorder quelque appui que ce soit à ces régimes.

51. L'Ouganda a régulièrement accordé un soutien matériel et moral à tous les peuples qui mènent une lutte légitime pour combattre le racisme et la discrimination raciale, en particulier ceux d'Afrique australe et des colonies portugaises d'Afrique. Par l'intermédiaire du Comité de libération de l'Organisation de l'unité africaine, l'Ouganda fait parvenir une assistance aux Africains qui luttent pour la dignité humaine et l'égalité et il a par ailleurs aidé directement les divers mouvements de libération qui opèrent dans ces régions.

52. C'est dans ce contexte que la délégation ougandaise accueille avec satisfaction le projet de programme relatif à la Décennie de la lutte contre le racisme et la

discrimination raciale et tient à féliciter tous ceux qui ont participé à l'élaboration de ce programme qui, elle en est convaincue, sera adopté par les Nations Unies. On n'a que trop parlé au sein de la communauté internationale du racisme et de la discrimination raciale. Il est grand temps de prendre des mesures concrètes pour lutter contre ces maux sociaux anachroniques.

53. L'Ouganda met déjà en œuvre un grand nombre des mesures préconisées dans le projet de programme et il appuie en principe la création d'un organe spécial des Nations Unies chargé de diriger et de coordonner l'application du programme. L'Ouganda espère que tous les pays représentés au Comité participeront activement à la tâche exaltante, parce que difficile, qui lui incombe. Le racisme et la discrimination raciale menacent dangereusement la paix et la sécurité internationales et il ne sera possible d'éviter un grave conflit racial en Afrique australe qu'avec la coopération active de l'ensemble de la communauté mondiale.

54. Lord GAINFORD (Royaume-Uni) souhaite la bienvenue aux nouveaux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et rappelle que le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères du Royaume-Uni a déclaré, lors de la discussion générale (2128ème séance plénière), que l'entrée à l'ONU des deux Etats allemands était un événement historique qui aurait indubitablement des effets bénéfiques. La délégation du Royaume-Uni admire grandement la générosité avec laquelle la République fédérale d'Allemagne a dédommagé les victimes du Troisième Reich et elle espère qu'il sera possible à la République démocratique allemande d'agir dans le même esprit. Il existe des liens historiques solides entre les Bahamas et le Royaume-Uni et lord Gainford espère que cette relation chaleureuse se poursuivra.

55. La discrimination raciale est un problème mondial qui ne se limite pas à un seul pays ou continent et ne peut être éliminé du jour au lendemain. Inévitablement, ce problème est associé plus particulièrement au continent africain, où l'on assiste à ses manifestations les plus frappantes et flagrantes. Toutefois, il importe de ne pas oublier qu'il est universel et revêt des aspects multiples et divers. En dépit de cette diversité, on peut dire que la discrimination raciale est le fruit des préjugés raciaux, qui sont eux-mêmes un phénomène complexe et imparfaitement compris. De nombreuses études sont encore nécessaires pour déterminer les causes précises des préjugés raciaux et le moyen de les surmonter. Cependant, les travaux de recherche existants indiquent que les préjugés raciaux naissent de la peur et de l'ignorance. Il n'existe pas de solution simple ou toute faite permettant de s'attaquer à ces préjugés mais leur élimination pourrait être indubitablement facilitée par l'éducation et par des procédures de conciliation plus efficaces.

56. C'est dans ce contexte général que la Commission devrait examiner la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Les mesures proposées doivent être véritablement constructives et contribuer à atténuer les préjugés raciaux, aidant ainsi à éliminer la discrimination raciale. Il convient que la Commission procède à un examen honnête et approfondi et ne se contente pas de propositions orientées vers des mesures concrètes qui peuvent à première vue sembler de nature à entraîner les résultats souhaités mais qui, en dernière analyse, risqueraient d'aller à

l'encontre du but visé. La formulation des propositions pour la Décennie a demandé beaucoup de réflexion et de travail et la délégation du Royaume-Uni se réjouit particulièrement de constater que tout le programme procède de l'idée implicite que la discrimination raciale est un problème mondial qui ne peut être résolu rapidement par l'application universelle d'un remède unique. La délégation du Royaume-Uni est également particulièrement heureuse de noter que l'accent a été mis sur l'éducation, la recherche et l'information et sur la nécessité de prendre des mesures positives pour éliminer la discrimination raciale et promouvoir l'harmonie raciale.

57. La proposition qui figure à l'alinéa *a* du paragraphe 13 du projet de programme et qui a trait à une conférence mondiale est l'un des points centraux du programme. A première vue, il apparaît que la proposition s'inscrit parfaitement dans le cadre de la Décennie et il semble certain qu'elle ait des résultats positifs. Cependant, si on l'analyse de plus près, on constate que tel n'est pas nécessairement le cas. Que pourra atteindre la conférence qui ne pourrait l'être par d'autres moyens? Est-on certain qu'elle s'élèvera au-dessus des discussions stériles? Une conférence mondiale du type envisagé sera inévitablement onéreuse et la question se pose de savoir si, dans la situation financière critique où elle se trouve toujours, l'Organisation des Nations Unies pourra faire face aux dépenses entraînées par cette conférence sans procéder à des prélèvements importants sur ses ressources limitées. La délégation du Royaume-Uni pense donc que si la cause ne mérite que des éloges, il est vraisemblable qu'une conférence mondiale entraînera de grosses dépenses pour une organisation qui n'en a pas les moyens et que cette conférence ne produira que peu de résultats positifs, voire aucun. Il serait peut-être préférable, comme l'a suggéré le représentant de la Pologne (1979^{ème} séance), de consacrer une partie des ressources requises par la conférence au financement de bourses, qui jouent un rôle précieux.

58. La délégation du Royaume-Uni reconnaît que cette position ne suscitera peut-être pas l'enthousiasme général. En conséquence, si l'on décidait de réunir une conférence, il ne faudrait négliger aucun effort pour faire en sorte qu'elle se traduise par des résultats positifs. Il importe donc de la préparer minutieusement pour veiller à ce que sa portée soit convenablement définie. A cette fin, la conférence doit se pencher sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, et non seulement sur ses manifestations les plus flagrantes. A cet égard, lord Gainford souhaite rappeler à la Commission la définition de la discrimination raciale donnée à l'article premier de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Le thème de la conférence devra être les moyens et les méthodes visant à mettre fin à la discrimination raciale, telle qu'elle est définie dans la Convention. Ce thème permettrait de centrer l'attention sur les nombreuses manifestations possibles et différentes de la discrimination raciale, ferait mieux connaître le phénomène des préjugés raciaux et offrirait la perspective de réalisations concrètes et durables dans ce domaine important.

59. Il est nécessaire de mettre en place un certain mécanisme de coordination pour la Décennie, mais sa forme précise prête à discussion. Le programme préconise la création d'un comité spécial chargé

d'assumer la responsabilité de la coordination des programmes et d'évaluer les activités entreprises dans le cadre de la Décennie. La Commission devrait se poser la question de savoir si la tâche qui doit être accomplie ne pourrait pas l'être, judicieusement, au moyen du mécanisme existant. La délégation du Royaume-Uni pense que les rouages du Conseil économique et social offrent le moyen de mener cette tâche à bien, la responsabilité essentielle étant peut-être conférée au Comité social du Conseil. En outre, les dispositions détaillées concernant la coordination, l'examen et l'évaluation des mesures, ainsi que l'établissement de rapports dans le cadre de la Décennie, semblent un peu prématurées, sous la forme où elles sont énoncées au paragraphe 18 du projet de programme. Il n'y a pas lieu de procéder à des opérations d'examen et d'évaluation plus fréquentes que dans le cas de la Stratégie internationale du développement, c'est-à-dire tous les deux ans. Il devrait suffire que le Comité social du Conseil économique et social assume cette responsabilité tous les deux ans et consacre, peut-être, une semaine de sa session de printemps à la Décennie.

60. La délégation du Royaume-Uni est à la disposition du groupe de travail officieux, de composition non restreinte, pour l'aider à déterminer les moyens d'améliorer le programme.

61. Il convient que la Commission aborde sa tâche dans un esprit de compréhension et de tolérance. L'esprit qui, il y a vingt-cinq ans, a permis d'adopter la Déclaration universelle des droits de l'homme devrait être rappelé, car, avant toute chose, il importe d'assurer à la Décennie l'appui le plus large. Si la Commission est disposée à travailler dans un esprit de conciliation et d'harmonie, si essentiel pour réduire les préjugés raciaux et éliminer la discrimination raciale, la délégation du Royaume-Uni est persuadée qu'elle réussira.

62. M. VAN WALSUM (Pays-Bas) dit qu'il est bien connu que sa délégation a appuyé la décision de proclamer la Décennie et d'élaborer des mesures destinées à empêcher celle-ci de tomber dans l'oubli, une fois lancée.

63. Les projets de recommandations et les suggestions qui figurent dans les annexes II et III du document A/9094 ont été soumis à la Commission comme suite à la décision que le Conseil économique et social a prise à sa 1877^{ème} séance. A la cinquante-cinquième session du Conseil, on a souligné à juste titre que le Comité chargé des organisations non gouvernementales avait accompli une tâche admirable malgré des circonstances défavorables, en particulier le manque de temps. La délégation néerlandaise estime donc que les annexes II et III méritent un examen approfondi soit à la Commission même, soit au groupe de travail officieux. On a bien fait de décider de limiter le mandat du groupe de travail, dans un premier stade, aux quatre questions en litige : la définition, la conférence, le fonds et le comité spécial. Il est en effet évident qu'un cadre officieux est préférable pour examiner ces questions. La Commission doit cependant garder à l'esprit que le sentiment de satisfaction créé par l'efficacité de cette procédure risque de faire croire qu'une fois ces quatre questions réglées, la voie sera libre pour adopter sans plus attendre le programme à l'unanimité. La délégation néerlandaise souhaite une adoption à l'unanimité, mais il ne faut pas oublier qu'un examen digne de ce nom ne

doit pas se limiter aux quatre questions qui n'ont reçu un traitement privilégié que parce qu'elles soulevaient des controverses. La Commission doit aux organisations non gouvernementales, dont la participation active à la Décennie est indispensable, d'examiner avec soin les mesures qu'appelle leur contribution.

64. La délégation néerlandaise émet quelques réserves sur la recommandation proposée au paragraphe 6 de l'annexe II. Toutefois, cette proposition pourrait servir de base soit à une annexe au programme, qui concernerait le rôle des organisations non gouvernementales, soit à une résolution séparée sur cette question. La délégation néerlandaise invite donc les autres Membres qui le souhaitent à se joindre à elle pour rédiger, sous l'une des deux formes indiquées, un texte acceptable par le plus grand nombre.

65. L'annexe III rassemble des modifications que l'on a proposé d'apporter au projet de programme; elle doit donc recevoir le même traitement que d'autres propositions de ce genre. Jusqu'ici, conformément à son mandat initial, le groupe de travail ne s'est occupé que de la première de ces propositions. La délégation néerlandaise estime cependant qu'il serait bon d'inviter cet organe à examiner ultérieurement l'ensemble de l'annexe III.

66. Au sujet de la coordination, M. van Walsum dit que l'on observe une nette tendance en faveur d'un retour à la proposition initiale de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités visant à confier au Conseil la tâche de superviser et de coordonner les activités de la Décennie. La délégation néerlandaise incline à penser de même. En cela aussi, sa position est motivée par la situation des organisations non gouvernementales. Si l'Assemblée générale créait un comité spécial, les relations entre cet organe et les organisations non gouvernementales ne seraient pas définies automatiquement. En d'autres termes, dans le cadre de la Décennie, les organisations non gouvernementales seraient pour ainsi dire privées de leur statut consultatif. Ce problème ne se posera pas si le Conseil économique et social est chargé de la tâche de coordination. Cependant, si l'Assemblée générale décide de créer un comité spécial à cette fin, il sera d'autant plus nécessaire de prévoir de nouvelles dispositions pour les organisations non gouvernementales, afin de fixer leur statut et de renforcer leur rôle.

67. M. VON KYAW (République fédérale d'Allemagne) remercie les orateurs précédents des aimables paroles de bienvenue qu'ils ont prononcées à l'adresse de sa délégation.

68. A l'occasion de l'admission de la République fédérale d'Allemagne à l'Organisation des Nations Unies, le Ministre des affaires étrangères a déclaré à l'Assemblée générale (2119^eme séance plénière) que chaque individu avait le droit d'épanouir librement sa personnalité et de vivre à l'abri de l'oppression, et que son pays rejetait donc toute discrimination raciale et tout régime colonial. Prenant la parole devant l'Assemblée quelques jours plus tôt, le chancelier Willy Brandt a condamné sans équivoque le racisme et le colonialisme (2128^eme séance plénière). Ces déclarations sont conformes à la fois aux principes politiques et aux réalités de la République fédérale d'Allemagne. Celle-ci, convaincue que le respect des droits de l'homme commence chez soi, a fait de gros

efforts pour éliminer toute discrimination raciale. Le premier principe de la Constitution est l'inviolabilité de la dignité de la personne humaine. Tous sont égaux devant la loi et nul ne peut être l'objet de discrimination du fait de sa naissance, de sa race, de sa patrie ou de son origine. En République fédérale d'Allemagne, toute forme de discrimination raciale est illégale et les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire sont tenus de respecter ce principe. Tout individu, qu'il soit citoyen allemand ou qu'il soit étranger, peut faire appel aux tribunaux pour faire respecter ses droits et notamment pour faire annuler des mesures administratives illégales. On trouve en outre dans la Constitution et dans le Code pénal des dispositions qui autorisent les autorités, et même en fait les obligent, à prendre des mesures contre toute violation du principe de la tolérance raciale.

69. La République fédérale d'Allemagne a adhéré à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide et à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme. Le Parlement fédéral examine actuellement les deux pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et la délégation de la République fédérale d'Allemagne pense être bientôt en mesure de faire une déclaration à ce sujet.

70. M. von Kyaw ne veut tromper personne, et il n'a pas l'intention de peindre un tableau idyllique de la situation dans son propre pays tout en condamnant le racisme dans certaines régions du monde. La délégation de la République fédérale d'Allemagne n'ignore pas que la discrimination raciale, l'oppression et l'exploitation sévissent encore en beaucoup d'endroits. La dignité de l'homme continue d'être bafouée, et la politique raciale pratiquée en Afrique australe en est un exemple particulièrement attristant et tout à fait intolérable. C'est pourquoi la délégation de la République fédérale d'Allemagne appuie le projet de programme relatif à la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Elle souhaite que la Décennie contribue efficacement à la lutte que le monde entier mène contre la discrimination raciale, en favorisant par là même un plus grand respect de la dignité de l'homme et de ses droits inaliénables.

71. La délégation de la République fédérale d'Allemagne appuie la suggestion qui figure à l'annexe III du rapport du Secrétaire général (A/9094) et qui vise à mieux définir l'expression "discrimination raciale" en utilisant la définition de l'article premier de la Convention. Soixante-quinze Etats ont d'ores et déjà accepté cette définition. La délégation de la République fédérale d'Allemagne appuie également la proposition de l'Union soviétique, qui figure dans le document A/9094/Add.1, de confier au Conseil économique et social la tâche de coordination. Elle préférerait que ce soit le comité spécial qui s'en occupe, car la Commission des droits de l'homme est déjà surchargée de travail. Il serait bon de fixer de façon moins rigide la date de la conférence mondiale projetée, afin d'en faciliter la préparation et d'être sûr d'aboutir à des résultats concrets. Un accord sur un programme recueillant une large adhésion serait la meilleure contribution que la Commission puisse apporter à la lutte contre la discrimination raciale.

72. M. SHEN (Chine) dit que la discrimination raciale existe encore, sous diverses formes, dans certains pays soi-disant "civilisés". Certes, c'est dans la partie méridionale de l'Afrique qu'on trouve les manifestations les plus intolérables du racisme et de la discrimination raciale. Les peuples d'Azanie, du Zimbabwe et de la Namibie n'ont pas seulement été privés de leurs droits politiques, économiques et culturels sous une longue domination raciste et colonialiste, mais ils ont vu également leur droit fondamental à survivre bafoué. Les régimes racistes de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie assujettissent à une politique barbare de fascisme et d'*apartheid* la grande masse du peuple africain qui se trouve sous leur domination. Dernièrement, pour mettre fin à la lutte que les peuples africains mènent contre les régimes racistes, on a assassiné d'innocents mineurs à Carletonville. Les colonialistes portugais occupent encore l'Angola, le Mozambique et la Guinée-Bissau et imposent leur domination coloniale impitoyable à plus de 13 millions d'Africains. Bénéficiant de l'appui de l'impérialisme, les régimes de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie ont conclu une alliance militaire réactionnaire avec les autorités coloniales portugaises afin de réprimer et de massacrer les peuples d'Afrique australe qui luttent pour la libération de leur pays et pour la défense de leurs droits fondamentaux. Tous les pays et tous les peuples épris de justice ont manifesté leur profonde indignation devant ces actes réactionnaires et brutaux et les ont vigoureusement condamnés.

73. La discrimination raciale et l'*apartheid* en Afrique australe ne constituent nullement des phénomènes isolés; ils sont étroitement liés à la politique agressive et colonialiste de l'impérialisme. Il est à regretter que certaines puissances orientales, tout en proclamant leur désir de défendre les principes de la Charte et de renforcer le rôle de l'Organisation des Nations Unies, foulent quotidiennement aux pieds la Charte et violent délibérément les résolutions pertinentes de l'Organisation, apportant aux régimes racistes blancs d'Afrique australe une aide politique, diplomatique, économique et militaire. C'est la principale raison pour laquelle les racistes osent passer outre aux résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, en violation de la volonté universelle des peuples. Le peuple africain doit donc intégrer sa lutte pour la libération nationale à la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme afin d'éliminer les maux de la discrimination raciale et de l'*apartheid*.

74. Quelques autres pays, qui se déclarent hostiles à la discrimination raciale, entretiennent toujours des relations avec le régime raciste d'Afrique du Sud et multiplient leurs investissements en Afrique australe. La délégation chinoise condamne vigoureusement les pays qui violent les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité relatives aux sanctions et exige que les pays qui fournissent un appui politique et économique aux régimes racistes d'Afrique australe rompent tout lien avec ces derniers.

75. Les peuples d'Afrique australe n'ont jamais accepté de se soumettre à la domination barbare des colonialistes et des racistes. Ils ont sans relâche combattu de diverses façons, y compris la lutte armée, contre l'impérialisme, le colonialisme et le racisme. Ils sortent chaque fois plus forts de leur lutte et continuent d'aller de l'avant. Le Gouvernement de la République populaire de Chine se félicite de la fondation de la

République de Guinée-Bissau qu'il a décidé de reconnaître.

76. La délégation chinoise note avec satisfaction qu'au cours de l'année écoulée, la communauté mondiale, et notamment les peuples africains, ont apporté une aide de plus en plus grande à la lutte que mènent les peuples d'Afrique australe pour la libération de leurs pays. Les pays africains s'unissent de plus en plus étroitement pour donner un ferme appui à leurs frères de la partie septentrionale du continent. La Déclaration solennelle de politique générale adoptée à Addis-Abeba en mai 1963 à l'occasion du dixième anniversaire de l'Organisation de l'unité africaine réaffirme la volonté des pays africains d'éliminer le colonialisme et le racisme du sol africain et met l'accent sur l'intensification de la lutte armée que mènent les mouvements de libération. Dans la Déclaration sur la lutte de libération nationale, qu'elle a adoptée lorsqu'elle s'est réunie à Alger, la quatrième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non-alignés a condamné vigoureusement l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme, le racisme et le sionisme, décidé de créer un fonds de solidarité et d'appui destiné à accroître l'efficacité de la lutte que mènent les mouvements de libération nationale et s'est engagée, quelles que soient les circonstances, à intensifier l'aide militaire, matérielle, politique et morale fournie aux mouvements de libération. C'est là un puissant encouragement pour les peuples d'Afrique australe et une manifestation de la volonté arrêtée des peuples d'Afrique et du monde de s'unir pour faire échec à l'impérialisme, au colonialisme et au néo-colonialisme, pour obtenir la libération nationale et pour éliminer le racisme. La délégation chinoise est persuadée que si les peuples d'Afrique australe joignent leurs forces à celles de tous ceux qui luttent contre le racisme et s'ils persévèrent dans cette lutte, les lourds fardeaux que constituent l'impérialisme, le colonialisme et le racisme seront à n'en pas douter éliminés.

77. Le peuple chinois compatit vivement aux souffrances des peuples d'Azanie, du Zimbabwe, de Namibie, du Mozambique, d'Angola et de Guinée-Bissau dont il appuie résolument la juste lutte contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme et le racisme et en faveur de la libération nationale ainsi que de la reconnaissance des droits fondamentaux de l'homme. Depuis que la Chine a été rétablie dans ses droits légitimes à l'Organisation des Nations Unies, la délégation chinoise a toujours appuyé toutes les résolutions positives en faveur de cette lutte. Dans ce même esprit, elle appuie d'une manière générale le projet de programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Elle est prête à examiner avec d'autres délégations des dispositions concrètes susceptibles d'en améliorer le texte. Pour ce qui est de la réunion d'une conférence internationale, elle appuie l'idée de certaines délégations africaines tendant à l'incorporer dans le programme et elle propose que le Conseil économique et social commence de bonne heure les préparatifs de la conférence. En outre, elle estime que la conférence devrait avoir pour objectif et pour tâche d'examiner la mise en œuvre des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies sur la discrimination raciale et l'*apartheid* pour voir ce qui a été fait afin de venir en aide aux peuples d'Afrique

australe et faire obstacle aux régimes racistes d'Afrique du Sud et de Rhodésie. L'Organisation des Nations Unies a adopté, sur ce sujet, de nombreuses résolutions. Il reste encore à prendre des mesures concrètes grâce auxquelles ces résolutions seront scrupuleusement appliquées.

78. Le PRÉSIDENT dit que s'il n'y a pas d'objection, il considérera que la liste des orateurs pour la discussion générale est close.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 12 h 55.

1983^e séance

Lundi 1er octobre 1973, à 15 h 10.

Président : M. Yahya MAHMASSANI (Liban).

A/C.3/SR.1983

POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR

Elimination de toutes les forces de discrimination raciale (suite) [A/9003, chap. XXIII, sect. A.1 et A.2, et chap. XXX, sect. B; A/9094 et Add.1, A/9095, A/9139, A/9177, A/C.3/L.1995] :

a) **Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (suite)** [A/9003, chap. XXIII, sect. A.1, et chap. XXX, sect. B; A/9094 et Add.1, A/9177, A/C.3/L.1995]

DISCUSSION GÉNÉRALE (suite)

1. M. ORSO (Mongolie) fait observer que l'ensemble exhaustif que couvre le projet de programme relatif à la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (A/9094, annexe I) constitue un nouveau pas dans la voie de l'élimination du racisme, de la discrimination raciale et du colonialisme. A la vingt-septième session, la délégation mongole a voté pour la résolution 2906 (XXVII) relative au programme pour la célébration du vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme et appuyé l'idée de lancer la Décennie. Fidèle à sa politique d'amitié et de coopération entre les Etats et entre les peuples, la Mongolie s'est toujours opposée au racisme et à la discrimination raciale, et sa constitution garantit l'égalité de tous, sans distinction d'aucun ordre, étant inspirée par la conviction que la discrimination, sous quelque forme que ce soit, est un délit en ce qu'elle porte atteinte à la dignité de l'homme. Par ailleurs, la Mongolie a été un des premiers pays à ratifier la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, et elle a de nombreuses fois, au sein des organes internationaux, exprimé son désir de voir mettre fin au racisme.

2. La délégation mongole estime que le projet de programme relatif à la Décennie devrait insister sur l'application des instruments internationaux qui ont déjà été adoptés en la matière. Ce ne sont pas les conventions, les déclarations et les résolutions qui manquent, et le problème qui se pose est avant tout celui de trouver le moyen d'assurer qu'elles soient respectées et produisent des résultats concrets. Par ailleurs, les gouvernements racistes portent l'entière responsabilité de leurs crimes, mais il est également essentiel de condamner les pays qui fournissent une assistance économique et militaire à ces régimes. Toutes ces considérations doivent être reflétées dans le projet de programme. Quant à la création d'un comité spécial qui

serait chargé de coordonner le programme et d'évaluer les activités entreprises dans le cadre de la Décennie, elle entraînerait, de l'avis de la délégation mongole, l'exercice de fonctions qui feraient double emploi avec celles des organes existants. Il faudrait aussi réfléchir soigneusement à l'idée de tenir une conférence internationale sur la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, afin de décider si celle-ci constituerait une tribune appropriée et également afin de déterminer quel serait le bon moment pour tenir cette conférence de manière qu'elle donne les meilleurs résultats possibles.

3. M. SCOTLAND (Guyane) fait observer que le tableau a peu changé au cours des dix dernières années pour ce qui est du racisme et de la discrimination raciale dans le monde, et cela peut être parce que les Membres des Nations Unies sont moins constants dans leurs efforts pour combattre le racisme et la discrimination raciale que dans leur volonté de condamner ces deux fléaux jumeaux.

4. Se référant concrètement aux buts et objectifs du projet de programme relatif à la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, le représentant de la Guyane appelle l'attention sur l'alinéa a, i, du paragraphe 12 relatif aux mesures à prendre au niveau national, qui demande "que l'on n'accorde aux gouvernements ou aux régimes qui pratiquent la discrimination raciale aucun appui qui leur permette de perpétuer les politiques ou les pratiques racistes". Ainsi se trouvent englobés non seulement toute la gamme des relations entre les nations mais également les relations avec les organismes non gouvernementaux. Peut-être les gouvernements se sentiront-ils davantage portés, au cours de la Décennie, à désapprouver les rapports entre les organismes sportifs de leurs pays et ceux des pays ayant des régimes racistes.

5. En ce qui concerne la proposition formulée au paragraphe 13 selon laquelle une conférence internationale sur la lutte contre le racisme et la discrimination raciale serait prévue pour 1978, M. Scotland fait observer que cette année représente le milieu de la période sur laquelle porte le programme et que les objectifs définis pour cette conférence devraient se réaliser dès le début de la Décennie. Cela dit, la Guyane juge que la conférence contribuerait à centrer l'attention sur la Décennie et ses objectifs, et elle souhaite réserver pour l'instant sa position sur cette question.